



RENAULT

GUYANCOURT – AUBEVOYE

1 AVENUE DU GOLF 78288 GUYANCOURT CEDEX

API : FR TCR LOG 0 23

TCR : ' 01 76 83.22.93 È 06 73 76 97 49 7 01 76 89 12 36



Communiqué SUD RENAULT

Début janvier l'entreprise est amenée à prendre des sanctions à l'encontre de trois cadres de haut niveau suite à une lettre anonyme.

« L'enquête est lancée par le comité de déontologie qui a abouti à la conclusion que l'entreprise était confrontée à un système organisé de collecte d'informations économiques, technologiques et stratégiques servant des intérêts situés à l'étranger . » nous apprend Patrick Péлата.

S'en suit un déferlement de contre vérités dénoncées et revisitées par la presse.

Mi mars le château de cartes s'écroule, les affirmations d'espionnages au JT du 20 heures de TF1 tournent au fiasco.

Les excuses de la direction de Renault sont un peu pâles par rapport à l'affaire qu'elle a suscitée.

Le gouvernement est furieux de la gestion de cette crise, un responsable politique donne le niveau de l'affaire et la situe au niveau de Bibi-Fricotin !

L'affaire tournerait maintenant à une banale histoire d'escroquerie en bande organisée, on est donc loin des accusations à l'encontre des trois cadres, et les excuses et les vifs regrets n'enlèveront pas les communications d'accusations sans preuves relayé au JT du 20 h de TF1 par la voie de Carlos Ghosn « nous avons des preuves irréfutables et des certitudes... »

Maintenant pour calmer les esprits, entre les excuses, on parle gros sous pour indemniser les victimes de ce fiasco. Carlos Ghosn laisserait dans la balance 1.6 millions d'euros et des stocks options pour 2011 en gage de réparation, somme toutefois dérisoire par rapport à ses revenus, et qui s'apparenterait à le priver d'argent de poche. En arriver là est quand même affligeant !

La morale de cette triste histoire si il y en a une, est que la gouvernance RH de Renault a mit en place en son temps un comité de déontologie qui a la pugnacité d'affirmer sous couvert de lettre anonyme, la culpabilité de salariés en portant de graves accusations non fondées.

Le syndicat SUD Renault se réjouit de l'issue de cette affaire pour ces trois salariés et leurs familles qui vont sortir d'une tourmente qu'ils n'ont pas initiés.

L'heure est maintenant aux enquêtes, aux audits internes. Que la direction commence par retirer purement et simplement son code de déontologie, pour que ne se reproduise plus l'irréparable.

Guyancourt le 15 03 2011

Contact : 06 73 76 97 49